

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

[C – 2015/03332]

Autorisation de fusion entre établissements de crédit ou entre de tels établissements et d'autres institutions financières (articles 77 et 78 de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit)

Conformément à l'article 77 de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, le Comité de direction de la Banque Nationale de Belgique a autorisé l'opération de fusion par absorption, prévue pour le 5 novembre 2015 avec effet rétroactif comptable jusqu'au 1^{er} janvier 2015, par laquelle « Caisse Coopérative de Dépôts et de Crédit Agricole, en abrégé : Agricaisse, SCRL, Boulevard Sylvain Dupuis 251, 1070 Bruxelles » est reprise par « Coopérative Deposito- en Kredietkas voor de Landbouw, en abrégé : Lanbokas, SCRL, Boulevard Sylvain Dupuis 251, 1070 Bruxelles », tel que déterminé par les parties concernées dans leur projet de fusion.

Conformément à l'article 78 de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, toute cession totale ou partielle entre établissements de crédit ou entre de tels établissements et d'autres institutions financières des droits et obligations résultant des opérations des établissements ou entreprises concernés, est autorisée conformément à l'article 77 de la loi susmentionnée, est opposable aux tiers dès la publication au *Moniteur belge* de l'autorisation de l'autorité de contrôle.

Bruxelles, 11 septembre 2015.

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2015/15137]

Avis

1) Convention concernant la création d'une Union internationale pour la publication des Tarifs douaniers, règlement d'exécution et procès-verbal de signature, signés à Bruxelles le 5 juillet 1890 (1).

2) Protocole de modification, signé à Bruxelles le 16 décembre 1949 (2).

Dénonciation par la République d'Islande.

Le 9 septembre 2015 a été déposée au Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement de Belgique la dénonciation de la République d'Islande concernant les Actes internationaux précités.

Conformément aux dispositions de l'article 15 de la Convention du 5 juillet 1890, cette dénonciation prendra effet à l'égard de la République d'Islande le 1^{er} avril 2017.

Note

(1) Voir *Moniteur belge* du 14 février 1891.

(2) Voir *Moniteur belge* du 22 septembre 1950.

NATIONALE BANK VAN BELGIE

[C – 2015/03332]

Toestemming voor de fusie van kredietinstellingen of van dergelijke instellingen en andere in de financiële sector bedrijvige instellingen (artikelen 77 en 78 van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen)

Het Directiecomité van de Nationale Bank heeft, met toepassing van artikel 77 van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen, zijn toestemming verleend voor de fusie door overneming – voorzien op 5 november 2015 met boekhoudkundige terugwerkende kracht tot 1 januari 2015 - waarbij "Caisse Coopérative de Dépôts et de Crédit Agricole, afgekort: Agricaisse, CVBA, Sylvain Dupuislaan 251, 1070 Brussel" wordt overgenomen door "Coöperatieve Deposito- en Kredietkas voor de Landbouw, afgekort: Lanbokas, CVBA, Sylvain Dupuislaan 251, 1070 Brussel", zoals bepaald door de betrokken partijen in hun fusievoorstel.

Ingevolge artikel 78 van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen is iedere gehele of gedeeltelijke overdracht tussen kredietinstellingen of tussen dergelijke instellingen en andere in de financiële sector bedrijvige instellingen, van rechten en verplichtingen die voortkomen uit verrichtingen van de betrokken instellingen of ondernemingen, waarvoor toestemming is verleend overeenkomstig artikel 77 van voornoemde wet, aan derden tegenstelbaar zodra de toestemming van de toezichthouder in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Brussel, 11 september 2015.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2015/15137]

Bericht

1) Overeenkomst betreffende de oprichting van een Internationale Unie voor de Bekendmaking der Toltarieven, het uitvoeringsreglement, zomede het proces-verbaal van ondertekening, ondertekend te Brussel op 5 juli 1890 (1).

2) Protocol tot wijziging, ondertekend te Brussel op 16 december 1949 (2).

Opzegging door de Republiek IJsland.

Op 9 september 2015 werd bij de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking van België de opzegging van de Republiek IJsland betreffende voormalde internationale Akten neergelegd.

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 15 van de Overeenkomst van 5 juli 1890, zal deze opzegging ten aanzien van de Republiek IJsland in werking treden op 1 april 2017.

Nota

(1) Zie *Belgisch Staatsblad* van 14 februari 1891.

(2) Zie *Belgisch Staatsblad* van 22 september 1950.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2015/00438]

14 AOUT 2015. — Circulaire ministérielle relative aux tenues d'intervention

Madame la Présidente,

Monsieur le Président,

La présente circulaire a pour objectif d'informer les zones de secours et le service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-capitale à propos :

- De l'utilisation et l'entretien des tenues d'intervention de base du personnel opérationnel;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2015/00438]

14 AUGUSTUS 2015. — Ministeriële omzendbrief betreffende de interventiekledij

Mevrouw de Voorzitster,

Mijnheer de Voorzitter,

Deze omzendbrief heeft als doel om de hulpverleningszones en de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp te informeren over :

- het gebruik en het onderhoud van de interventiekledij van het operationeel personeel;

- Des mesures adéquates à prendre lors d'une intervention avec risque de contamination.

1. Contexte – cadre légal :

La loi du 15 mai 2007 prévoit en son article 119 que le Roi arrête les normes minimales d'équipement et de matériel.

L'arrêté royal du 30 août 2013 déterminant les normes minimales en matière d'équipement de protection individuelle et d'équipement complémentaire que les zones de secours mettent à la disposition de leur personnel opérationnel, fixe les normes minimales que chaque zone doit appliquer et adapter sur la base de son analyse des risques relative au bien-être au travail.

Outre la mise à disposition d'équipements de protection individuelle et d'équipements complémentaires, il revient à chaque zone de veiller à mettre à disposition du personnel opérationnel, un nombre suffisant de tenues qui soient en bon état d'utilisation.

Pour rappel, tout employeur est en effet tenu de prendre les mesures nécessaires afin de promouvoir le bien être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail (1) et de limiter les risques inhérents à ce travail.

Or, diverses études récentes (2) ont démontré que les pompiers étaient exposés à des émanations de produits toxiques qui se fixent sur les tenues d'intervention.

Il est dès lors important d'une part, de procéder régulièrement à un contrôle des tenues d'intervention et de les soumettre à un traitement différencié selon leur état et d'autre part, de veiller au respect de mesures avant, pendant et après toute intervention présentant un risque de contamination.

2. Utilisation et entretien des tenues d'intervention – procédure à suivre :

2.1. Inventaire :

Il y a lieu de dresser et de tenir à jour un inventaire de toutes les tenues d'intervention présentes au sein de la zone.

Par zone, il est conseillé de désigner une personne en charge de cette tâche. Cette personne sera formée sur la manière d'attribuer aux tenues d'intervention un certain code de couleur (3).

Trois codes de couleurs peuvent être attribués en fonction de l'état de la tenue :

Le Code vert : la tenue répond aux normes en vigueur à l'achat, est en bon état, quasi sans odeurs et propre. La tenue est prête à être utilisée.

Le Code orange : la tenue est contaminée et/ou endommagée et/ou il n'est pas certain que cette tenue réponde aux normes en vigueur. Le code orange doit toujours être attribué en cas de manquements présumés.

Le Code rouge : en raison de sa condition générale et/ou de son ancierneté, la tenue ne satisfait plus aux normes en vigueur et ne peut plus être utilisée dans cet état.

2.2. Conséquences :

Une fois l'inventaire fait, les mesures décrites ci-dessous devraient être prises en fonction du code de couleur attribué à la tenue.

Toutes les tenues d'intervention devraient toutefois être soumises au moins une fois par an au contrôle visé au point 2.2.2.

En outre, les différentes couches de la tenue devraient être inspectées de manière régulière.

Des mesures de suivi devraient également être mises en place. Pour ce faire, toutes les tenues d'intervention en circulation devraient être pourvues d'un code individuel afin de pouvoir scanner la tenue et y ajouter des informations spécifiques.

2.2.1. En cas de code vert

La tenue d'intervention est prête à être utilisée et est suspendue dans le local prévu à cet effet.

Il s'agit de préférence d'un espace qui n'est pas exposé directement au soleil, suffisamment ventilé et non pourvu d'un passage direct vers le dortoir, le réfectoire ou l'espace de détente.

- de adequate maatregelen die genomen moeten worden tijdens een interventie met contaminatierisico.

1. Context – wettelijk kader :

De wet van 15 mei 2007 voorziet in artikel 119 dat de Koning de minimale normen voor uitrusting en materieel bepaalt.

Het koninklijk besluit van 30 augustus 2013 tot vaststelling van de minimale normen betreffende de persoonlijke beschermingsmiddelen en de bijkomende uitrusting die de hulpverleningszones ter beschikking stellen van hun operationeel personeel, bepaalt de minimale normen die elke zone moet toepassen en aanpassen op basis van haar risicoanalyse inzake het welzijn op het werk.

Naast de terbeschikkingstelling van persoonlijke beschermingsmiddelen en bijkomende uitrusting, is het aan elke zone om voldoende pakken in goede gebruijsstaat ter beschikking te stellen van het operationeel personeel.

Ter herinnering, elke werkgever is immers gehouden om de nodige maatregelen te nemen om het welzijn van de werknemers te bevorderen bij de uitoefening van hun werk (1) en om de risico's die inherent zijn aan dit werk te beperken.

Welnu, diverse recente studies (2) hebben aangetoond dat de brandweerlieden blootgesteld worden aan de uitwasemingen van giftige producten die zich vasthechten aan de interventiekledij.

Het is dan ook belangrijk om enerzijds de kledij regelmatig te controleren en ze te onderwerpen aan een variërende behandeling naargelang hun staat, en anderzijds te zorgen voor de naleving van de maatregelen voor, tijdens en na elke interventie die een contaminatierisico inhoudt.

2. Gebruik en onderhoud van de interventiekledij – te volgen procedure :

2.1. Inventaris :

Er moet een inventaris van alle interventiekledij binnen de zone opgemaakt en bijgewerkt worden.

Er wordt aangeraden om per zone één persoon te belasten met deze taak. Deze persoon zal opgeleid worden om aan de kledij een bepaalde kleurcode toe te kennen (3).

Er kunnen drie kleurcodes toegekend worden naargelang de staat van de kledij :

Code groen : de kledij beantwoordt aan de geldende normen op het moment van de aankoop, is in goede staat, quasi zonder geurtjes en proper. De kledij is klaar voor gebruik.

Code oranje : de kledij is gecontamineerd en/of beschadigd en/of het is niet zeker dat deze kledij beantwoordt aan de geldende normen. Bij vermoedelijke mankementen dient altijd de code oranje te worden toegekend.

Code rood : omwille van de algemene staat en/of de ouderdom ervan, voldoet de kledij niet langer aan de reglementering en de normen en kan ze in deze staat niet langer gebruikt worden.

2.2. Gevolgen :

Eens de inventaris opgemaakt is, zouden de hierna beschreven maatregelen genomen moeten worden in functie van de kleurcode die toegekend werd aan de kledij.

Alle interventiekledij zou echter minstens één keer per jaar onderworpen moeten worden aan de controle bedoeld in punt 2.2.2.

Bovendien zouden de verschillende lagen van de kledij regelmatig geïnspecteerd moeten worden.

Er zouden ook opvolgingsmaatregelen ingesteld moeten worden. Hier toe zou alle in omloop zijnde kledij voorzien moeten worden van een unieke code om de kledij te kunnen scannen en er specifieke informatie aan toe te voegen.

2.2.1. In geval van code groen

De interventiekledij is klaar voor gebruik en wordt opgehangen in het daartoe voorziene lokaal.

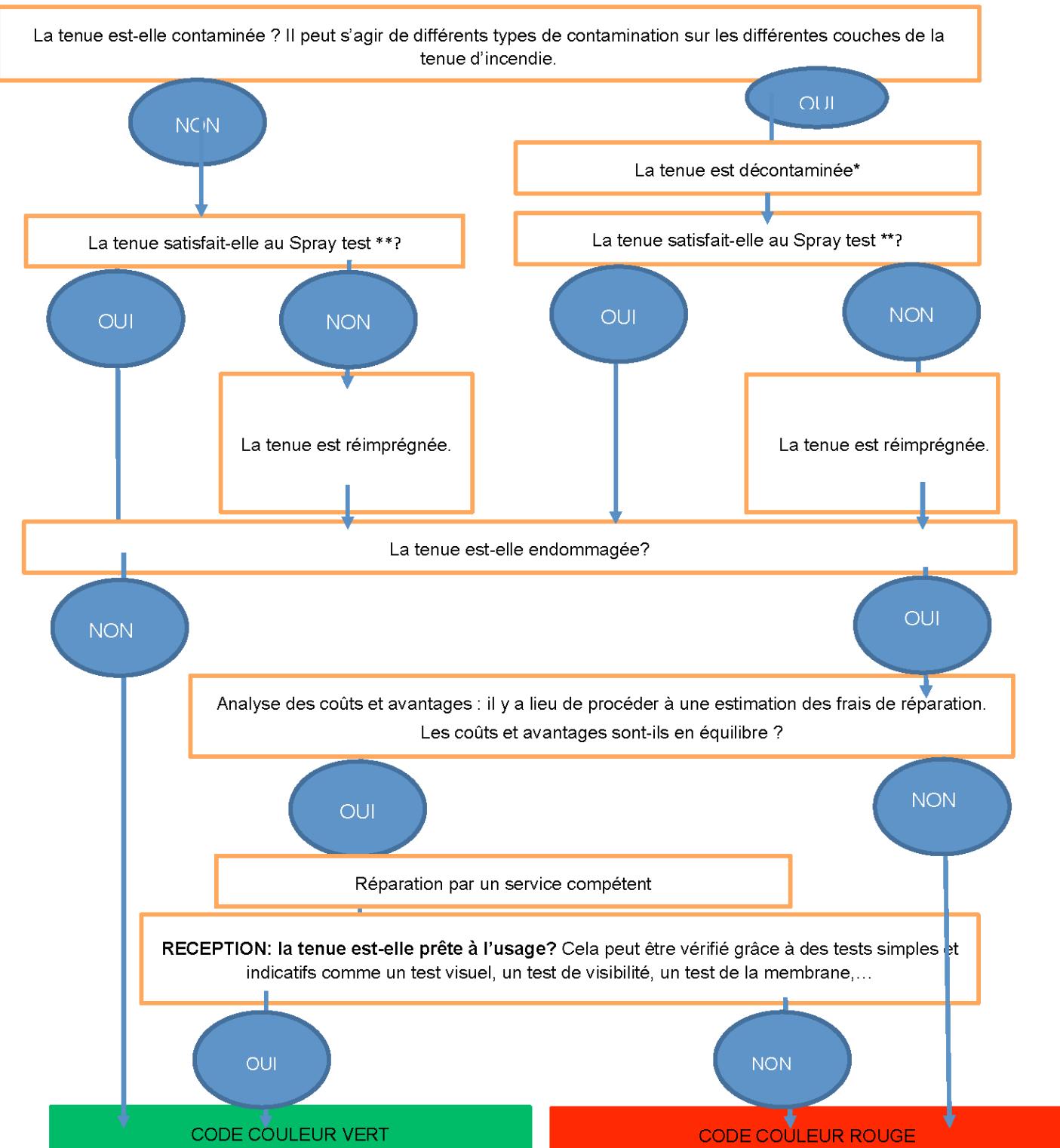
Het gaat bij voorkeur om een ruimte die niet rechtstreeks wordt blootgesteld aan de zon, die voldoende verlucht wordt en die geen directe doorgang heeft naar de slaapzaal, de refter of de ontspanningsruimte.

2.2.2. En cas de code orange

Il est conseillé d'appliquer la procédure suivante :

2.2.2. In geval van code oranje

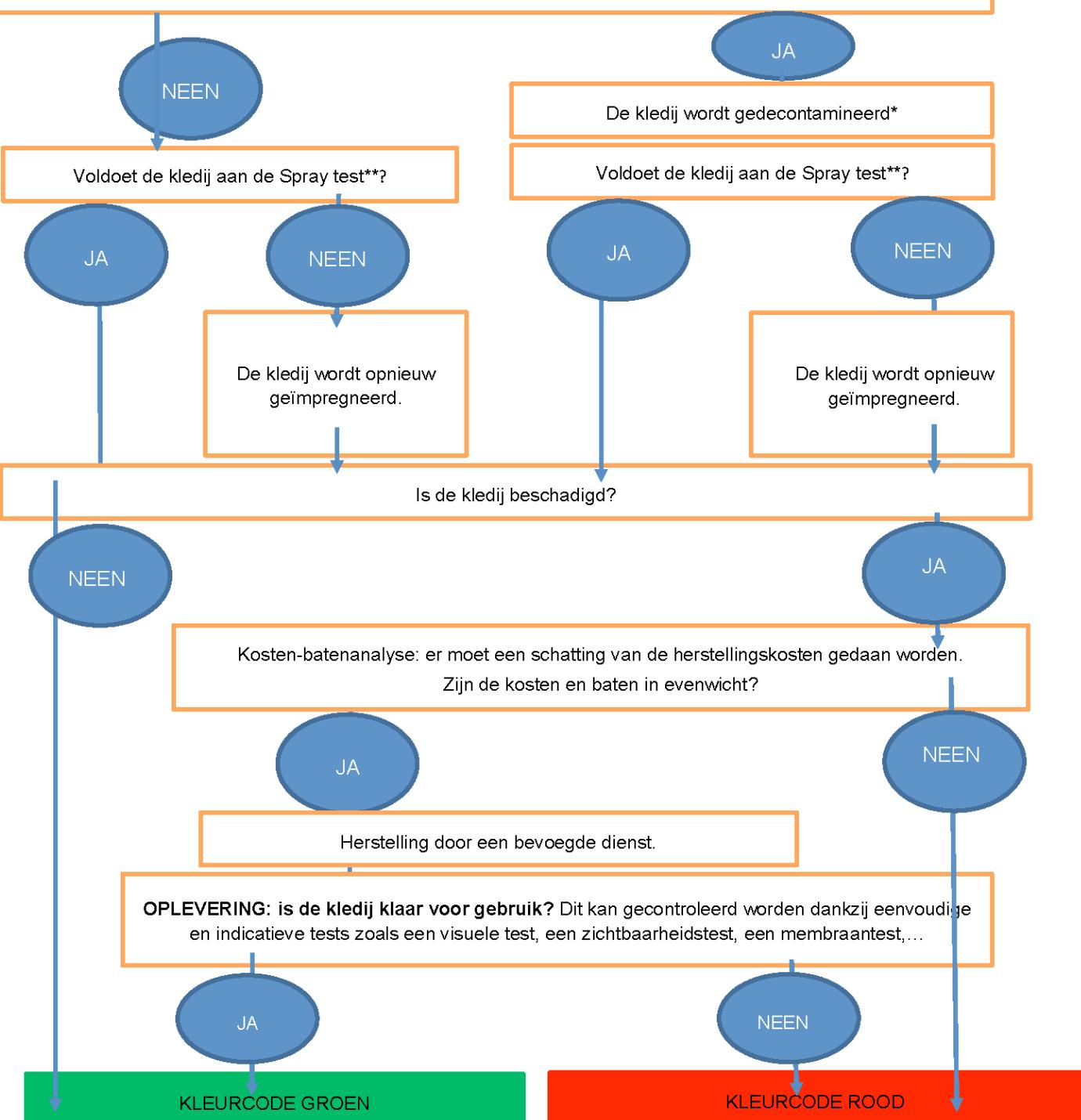
Er wordt aangeraden om de volgende procedure toe te passen :



Décontamination*: élimination autant que possible, au moyen de la meilleure méthode disponible, de tout type de pollution sur la tenue, et plus particulièrement des produits toxiques tels que les COV (composés organiques volatiles), les HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques), les dioxines, l'amiante, etc., sur toutes les couches de la tenue sans l'endommager. Une procédure spéciale est nécessaire à cet effet. L'opération peut, le cas échéant, être confiée à une entreprise spécialisée qui dispose du test et des facilités de lavage adéquats.

Spray test **: Détermination de la résistance au mouillage superficiel.

Is de kledij gecontamineerd? Het kan gaan om verschillende types contaminatie op de verschillende lagen van de brandweerkledij.



Decontaminatie*: zo maximaal mogelijke verwijdering van elk type vervuiling op de kledij, volgens de best beschikbare methode, en in het bijzonder van giftige producten zoals VOS (vluchtbare organische stoffen), PAK's (polycyclische aromatische koolwaterstoffen), dioxines, asbest, enz., op alle lagen van de kledij zonder deze te beschadigen. Hiertoe is een bijzondere procedure vereist. De procedure kan eventueel worden uitbesteed aan een gespecialiseerde firma die over de geschikte test- en wasfaciliteiten beschikt.

Spray test**: Bepalen van de weerstand tegen oppervlakkige bevochtiging

2.2.3. En cas de code rouge

La tenue d'intervention n'est plus opérationnelle et est donc déclassée.

2.2.3. In geval van code rood

De interventiekledij is niet langer operationeel en moet dus gedeclasséerd worden.

3. Mesures adéquates à prendre lors d'une intervention avec risque de contamination :

3.1 Avant l'intervention :

Il est essentiel que le pompier puisse toujours disposer d'une tenue pourvue d'un code vert avant qu'il ne parte en intervention.

Chaque zone devrait dès lors disposer d'un stock de tenues d'intervention de réserve pour les pompiers dont la tenue d'intervention est en cours de nettoyage (4) et pour remplacer les tenues d'intervention qui ne peuvent plus être utilisées.

Une initiative personnelle d'information est attendue des pompiers vers leurs supérieurs en cas de doute quant à savoir si la tenue est encore conforme. Ce point est intégré dans la formation EPI.

3.2 Pendant l'intervention :

Il est recommandé que les pompiers qui ne doivent pas se trouver dans la zone à risque (5), restent en dehors de celle-ci, afin de ne pas contaminer la tenue inutilement.

Le port adéquat d'une protection respiratoire **pendant la durée totale de l'intervention**, en ce compris pendant les travaux après extinction ainsi que le port de tout autre EPI, revêt une **importance capitale**, en conformité avec les règles fixées pendant l'analyse des risques de l'intervention. Tout pompier doit dès lors y être attentif.

3.3 Après l'intervention :

Afin d'éviter tout transfert de contamination, un plan par étapes devrait être élaboré à court terme dans chaque zone, en fonction des moyens à disposition.

En tout état de cause, les pompiers qui se trouvent au sein de la zone à risque au cours de l'intervention devraient retirer leur tenue d'intervention le plus rapidement possible sur le lieu de l'intervention et la placer dans un sac en plastique hermétique. Il est conseillé aux pompiers de porter un masque jusqu'à ce que la tenue soit dans le sac.

Les sacs contenant les tenues d'intervention sont ensuite collectés dans une boîte fermée, sur le lieu de l'intervention.

A l'arrivée en caserne, les pompiers prennent une douche avec du savon.

Les vêtements qu'ils portent lors de leur arrivée en caserne devraient également être placés dans un sac en plastique hermétique si le nettoyage de ceux-ci ne peut se faire rapidement après l'arrivée en caserne.

Tous les EPI contaminés (en ce compris les vêtements) devraient être décontaminés après l'intervention, au moyen de la meilleure méthode disponible.

Il y a lieu de tenir, pour chaque tenue, un livre de bord en lien avec le code individuel situé sur la tenue.

Je vous prie d'agrérer, Madame la Présidente, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Ministre de l'Intérieur,

J. JAMBON

Notes

- 1 Article 5 de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail
- 2 Ces études sont consultables sur le site de la DG Sécurité civile (www.securitecivile.be)
- 3 Un guide sur le sujet est disponible sur le site de la DG Sécurité civile (www.securitecivile.be)
- 4 En vertu de l'article 20 de l'AR du 13/06/2005 relatif à l'utilisation des équipements de protection individuelle, les EPI utilisés de manière collective doivent être soigneusement nettoyés, dépoussiérés ou désinfectés et décontaminés, dans le cas où ils auraient pu être contaminés par des substances radioactives lors de tout changement d'utilisateur.
- 5 La zone à risque à prendre en compte est la zone définie par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 8 septembre 2014 déterminant la procédure d'intervention adéquate en exécution de l'article 6, alinéa 2, de l'arrêté royal du 10 novembre 2012 déterminant les conditions minimales de l'aide adéquate la plus rapide et les moyens adéquats, à savoir la zone déterminée par le chef des opérations sur la base d'une analyse de risques.

3. Adequate maatregelen die genomen moeten worden tijdens een interventie met contaminatierisico :

3.1 Voor de interventie :

Het is essentieel dat de brandweerman steeds kan beschikken over kledij waaraan code groen is toegekend voor hij op interventie vertrekt.

Elke zone zou dan ook over een stock reservekledij moeten beschikken voor de brandweerlieden van wie de kledij gereinigd wordt (4) en om de kledij te vervangen die niet langer gebruikt kan worden.

Van de brandweerlieden wordt verwacht dat ze hun oversten persoonlijk informeren wanneer ze twijfelen of de kledij nog conform is. Dit punt wordt geïntegreerd in de PBM-opleiding.

3.2 Tijdens de interventie :

Er wordt aangeraden dat de brandweerlieden die zich niet in de risicozone (5) moeten begeven, buiten deze zone blijven om de kledij niet onnodig te contamineren.

Het adequaat dragen van adembescherming **gedurende de volledige duur van de interventie**, ook tijdens de werkzaamheden na het blussen, alsook het dragen van elk ander PBM, is van **essentieel belang** en dient te gebeuren in overeenstemming met de regels die vastgelegd zijn in de risicoanalyse van de interventie. Elke brandweerman moet hier dus aandacht voor hebben.

3.3 Na de interventie :

Om elke overdracht van contaminatie te vermijden, zou op korte termijn in elke zone een stappenplan uitgewerkt moeten worden in functie van de ter beschikking gestelde middelen.

De brandweerlieden die zich in de risicozone bevinden tijdens de interventie, zouden hun interventiekledij in elk geval zo snel mogelijk op de plaats van interventie moeten uittrekken en ze in een hermetisch afgesloten plastic zak steken. Er wordt de brandweerlieden aangeraden om een masker te dragen tot de interventiekledij in de zak steekt.

De zakken met de interventiekledij wordt vervolgens verzameld in een afgesloten kist, op de plaats van interventie.

Bij aankomst in de kazerne nemen de brandweerlieden een douche met zeep.

De kledij die zij dragen bij hun aankomst in de kazerne zou eveneens in een hermetisch afgesloten zak moeten worden geplaatst als de reiniging ervan niet snel na de aankomst in de kazerne kan gebeuren.

Alle gecontamineerde PBM'S (inclusief kledij) zouden na de interventie gedecontamineerd moeten worden. Dit dient te gebeuren volgens de best beschikbare methode.

Voor elke tenue moet een logboek bijgehouden worden dat gekoppeld is aan de unieke code op de kledij.

Hoogachtend.

Minister van Binnenlandse Zaken,

J. JAMBON

Nota's

- 1 Artikel 5 van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk
- 2 Deze studies kunnen geraadpleegd worden op de website van de AD Civiele Veiligheid (www.civieleveiligheid.be)
- 3 Een handleiding hierover is beschikbaar op de website van de AD civiele Veiligheid (www.securitecivile.be)
- 4 Krachtens artikel 20 van het KB van 13/06/2005 betreffende het gebruik van persoonlijke beschermingsmiddelen, moeten de PBM's die collectief gebruikt worden, zorgvuldig gereinigd, ontsft of gedesinfecteerd en gedecontamineerd worden, indien ze mogelijk gecontamineerd werden door radioactieve stoffen, bij elke verandering van gebruiker.
- 5 De risicozone waarmee rekening moet gehouden worden, is de zone die gedefinieerd wordt door artikel 2 van het ministerieel besluit van 8 september 2014 tot vaststelling van de aangepaste interventieprocedure in uitvoering van artikel 6, tweede lid van het koninklijk besluit van 10 november 2012 tot vaststelling van de minimale voorwaarden van de snelste adequate hulp en van de adequate middelen, namelijk de zone die bepaald wordt door de leider interventie op basis van een risicoanalyse.